Elise Golay à Port-au-Prince, Haïti, avec

eirene Suisse

« Pays lock » : une affaire personnelle

Newsletter n°2
Avril 2019

Chères amies, chers amis,

Trois mois se sont déjà écoulés depuis ma dernière newsletter, il est donc temps de vous redonner de mes nouvelles. Ces trois mois furent particuliers, marqués principalement par l'opération dite « pays lock » dont certains d'entre vous ont certainement entendu parler.

Il me semble donc approprié de partager avec vous comment j'ai vécu cette expérience, qui a bien entendu fait émaner bon nombre d'émotions, soulevé plusieurs questions, mais qui a aussi permis de renforcer un attachement à Haïti dont je n'étais pas nécessairement pleinement consciente.

Cette newsletter a donc un caractère très personnel, mais je tiens tout de même à vous maintenir brièvement au courant de l'avancée des projets sur lesquels je travaille, qui progressent malgré de petits retards dus à « pays lock ».

« Pays lock » : c'est quoi ?

L'opération « pays lock » a commencé le 7 février et a duré environ onze jours. L'expression « pays lock » est survenue alors que des manifestations populaires à Port-au-Prince ont éclaté pour demander la démission du Président Jovenel Moise, puis se sont répandues, paralysant tout le pays. Du nord au sud et de l'est à l'ouest, les routes étaient bloquées par des barricades ne permettant aucun mouvement et figeant toute activité dans le pays.

Voici une description bien résumée de la portée des événements dont les conséquences ont été, pour certains, bien coûteuses. Les raisons qui ont poussé le peuple haïtien à se révolter contre leur Président sont multiples et complexes et je n'ai pas la prétention de pouvoir les expliquer suffisamment clairement dans cette newsletter. Je me sens moi-même passablement dépassée par la situation et la multitude d'acteurs impliqués bien que je sois en plein dedans et que je prenne part presque quotidiennement à des discussions sur le sujet.

Le niveau d'alerte pour Haïti a été augmenté, atteignant le même niveau que le Vénézuela, le Yémen ou encore l'Afghanistan.

Des images fortes, une couverture médiatique internationale faible. Les manifestations en Haïti sont communes et ce n'est qu'après plusieurs jours d'immobilité que la presse au-delà des frontières haïtiennes a commencé à reporter les tumultes auxquels nous faisions face.

Manifestations à Port-au-Prince, février 2019 © Hector Retamal (AFP)

La violence des manifestations a poussé plusieurs organisations à évacuer leurs employés internationaux et le niveau d'alerte pour Haïti a été augmenté, notamment par les États-Unis et le Canada, atteignant le même niveau que le Vénézuela, le Yémen ou encore l'Afghanistan. Un indicateur à prendre avec des pincettes, mais qui a pourtant su neutraliser le peu d'activités touristiques dans le pays, entraînant notamment le rapatriement de touristes canadiens, dont les hélices de l'hélicoptère les sortant du confort luxueux d'un des hôtels les plus chic d'Haïti ont fait beaucoup de bruit.

« Pays lock » et moi

La peur et la panique qu'une telle situation génère sont non seulement contagieuses, mais elles peuvent nous faire perdre toute rationalité.

Et moi dans tout ça ? J'ai vécu « pays lock » chez ma collègue Tania Pierre-Charles à Pétion-Ville, un quartier dans les hauts de Port-au-Prince. En effet, ma colocataire ayant été envoyée en Guadeloupe assez rapidement, je me voyais mal rester seule dans mon appartement au son de la foule et des coups de feu.

Une décision que je n'ai pas regrettée. Chez Tania, l'atmosphère était calme, les informations sur la situation tangibles et la logistique impeccable. Nous ne risquions pas de manquer d'eau, de vivres ou d'électricité. Dans la maisonnée, il n'était pas question de partir. La maman et voisine de Tania, Suzy Castor, directrice du CRESFED, a même préféré revenir du froid canadien où elle était en déplacement, à une Port-au-Prince chaude comme la braise : « j'ai plus d'inquiétudes lorsque je suis en dehors du pays et puis au Canada, il faisait bien trop froid » me dit Suzy, sourire aux lèvres.

Paradoxal, lorsqu'on sait que les ambassades et organisations internationales mettaient sur pied leurs plans d'évacuation, alarmées par la soudaine montée de fièvre du pays. J'ai alors compris que j'étais bien chanceuse d'être entourée de la sorte. J'ai pleinement réalisé que la peur et la panique qu'une telle situation génère sont non seulement contagieuses, mais elles peuvent nous faire perdre toute rationalité.

Prise entre mes amis expatriés peu rassurés et mes collègues haïtiens sereins, je devais prendre la décision si je restais, au risque de ne plus pouvoir atteindre l'aéroport, ou si je partais comme bon nombre de ressortissants suisses.

Les conseils allaient bon train de tous les côtés :

« Elise je t'aime et j'espère que tu ne m'en veux pas de te dire ça… mais vraiment pars en vacances quoi ! »

« Personnellement, je pense que si tu es à Pétion-Ville, la meilleure option c'est par la montagne, et à pied jusqu'à Jacmel. De là, faut trouver un bateau pour la République dominicaine »

« N'attends pas le dernier signal »

« Il vaut mieux partir plus tôt pour mieux revenir »

« Dans ce genre de situations volatiles, il est préférable de rester à l'abri et attendre »

« Si la maison dans laquelle tu es est proche d'un allié du gouvernement, change de maison au plus vite. Autrement, nous sommes tous en sécurité du moment que l'on ne sort pas dans les rues au milieu des tensions »

« Le plus important est que tu ne deviennes pas complétement folle. Tu pars si tu veux et si tu en ressens le besoin »

« Si tu es sûre de ne rien risquer, tant mieux. Mais j'espère que ce n'est pas du courage mal placé ? »

Le jour où j'ai compris qu'Haïti chérie m'avait vraiment séduite, c'est quand j'ai réalisé qu'il y avait une chance que je doive la quitter abruptement

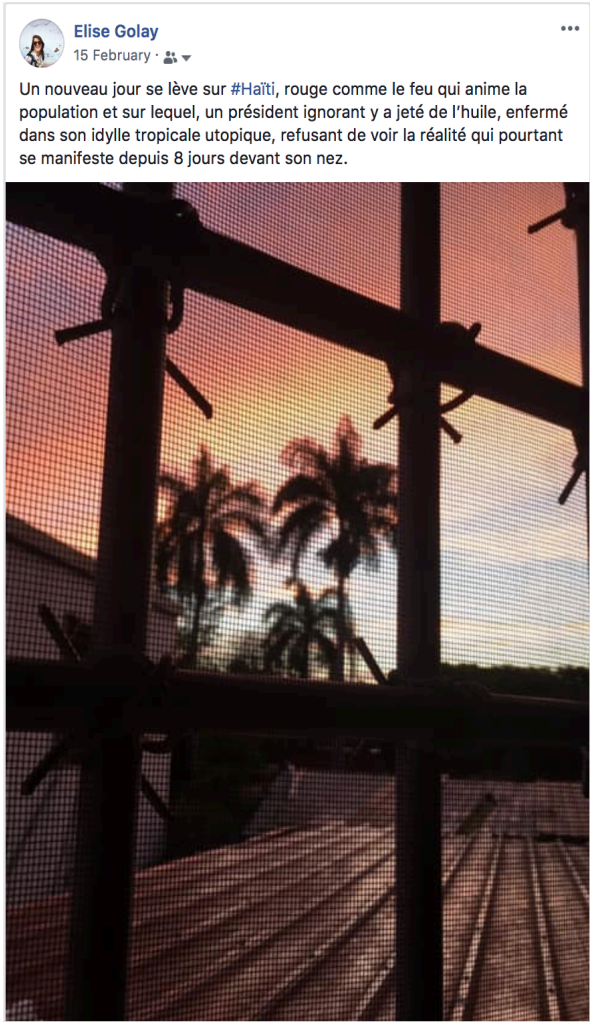
Personnellement, je changeais d'avis tous les jours, voire plusieurs fois par jour. Je suivais la situation de près, dans l'incapacité de faire autre chose, seulement parfois me perdre dans mon bouquin parlant d'une révolution dans un monde futuriste, histoire de décrocher un peu.

Mais au fond, je savais que je ne voulais pas partir. Pas par fierté ni témérité, ni par insouciance. Même si j'étais sereine, c'est la peur qui me retenait, la peur de ne pas savoir quand, ni si j'allais pouvoir revenir. Il est bien connu que lorsqu'on risque de perdre quelque chose, c'est alors qu'on se rend compte à quel point on y tient.

Kenscoff, Arrondissement de Port-au-Prince, Haïti, mars 2019

Le jour où j'ai compris qu'Haïti chérie m'avait vraiment séduite, c'est quand j'ai réalisé qu'il y avait une chance, même infime, que je doive la quitter abruptement, sans prendre le temps de lui dire au revoir, la lâcher pour sauver ma peau en quelque sorte.

Après huit jours, en accord avec les responsables d'Eirene Suisse, ma collègue chez qui j'habitais momentanément et le Coordinateur aide humanitaire de la représentation suisse en Haïti, on a pris la décision d'attendre encore deux jours. Si la situation s'empirait ou restait volatile, je partais en République dominicaine. Si elle s'améliorait, je restais. Elle s'est améliorée.



« Je suis sorti, ce soir, sorti de ma maison. Malgré les avertissements gentils mais inquiets, de mes voisins. Sorti, pour voir et sentir la ville, la Place Jérémie, ce parc si portauprincien, à cheval entre Pacot et Carrefour Feuilles, entre le Mile End et le Bronx. Les rues sont désertes, vides, mais le pouls de la ville lui, reste rapide malgré tout, malgré le calme qui rôde. Un calme inhabituel pour la capitale, compacte, de presque 3 millions d'âmes. Devant moi, plus loin, un petit groupe discute près d'un banc de parc, rouillé.

Je n'entends pas les esclaffes habituelles, absentes. On ne doit pas parler de foot, ce soir, ni de politique. On doit parler, plutôt, du politique. Celui-là, ce mal, qui ronge, qui ronge chaque gourde, la devise locale, une à une. Cette monnaie qui manque dans chaque poche. Cette monnaie qui comme les promesses maintes fois répétées, perd de plus en plus de valeur chaque jour. Rongée, la gourde, dans les bourses des marchandes de rue, des chauffeurs de taxi moto, des ouvriers du ciment et de tous ceux qui n'ont pas le luxe d'être payé, encore moins en dollar us. Rongée par de la rouille, attaquée comme du métal par l'air humide et salé des Caraïbes. Rongé le sac de riz par les rats du pouvoir, rongé l'espoir par les discours farfelus des ventriloques, rongé l'estomac par la faim et la tête par la peur du lendemain et la colère.

Cette corrosion, elle rend laid le plus beau des luisants, elle ne veut pas partir, même si on frotte, brosse ou ponce. Rouillé, le pays, comme ce banc de parc où mes amis de la Place Jérémie n'osent même pas s'asseoir, ce soir. Le silence de la rue est un cri puissant. Comme la mer qui recule doucement dans la baie avant la forte contre-attaque, à pleine hauteur, sans pitié pour la rive.

Je suis sorti, ce soir, de la maison. Parce que du haut de mon balcon, cette gronde sociale n'a qu'une odeur de mauvais reportage télévisé. En marchant dans les rues, ce soir, j'ai mieux compris ces gens qui ne s'assoient plus. Et j'ai vu ce banc rouillé. »

Maxence Bradley, Port-au-Prince, 10 février 2019

L'opération « Pays lock » a pris fin, presque aussi vite qu'elle avait commencé. Rien n'a réellement changé. Mais la paralysie nationale ne pouvait plus durer. Depuis un peu plus d'un mois, la vie a repris son cours, les embouteillages sont de retour, les bananes sont de nouveau livrées à Port-au-Prince, les *raras* de carême – fanfares haïtiennes – sont de sortie. Mais nous restons vigilants. La probabilité d'un nouveau « pays lock » reste élevée.

Retour au calme sur les routes haïtiennes, mars 2019 © Amandine Gilbert

Je qualifie « pays lock » d'affaire personnelle, parce qu'à mon sens ça l'est. Que ce soit pour ceux qui ont pris les rues, ceux qui sont restés chez eux, calmes ou anxieux, ceux qui ont décidé de partir, expats ou haïtiens. Les conseils qui m'ont été donnés étaient le reflet du ressenti et des parcours professionnel et personnel de chacun. J'apprécie le soutien que j'ai reçu, de près comme de loin et je respecte profondément les réactions de chacun.

MERCI

Des mercis particuliers reviennent donc à Tania, Suzy et leurs maisonnées pour un accueil royal, à Patricia Carron, pour son écoute attentive, qui a su gérer cette situation comme une cheffe, malgré la distance, à Faubert Lubin qui a lui-même fait face aux conséquences de la paralysie nationale, mais qui a toujours répondu présent, à ma colocataire Amandine qui, partie contre son gré, m'accompagnait par ses messages quotidiens.

Et merci à vous bien sûr, famille et amis, de m'avoir fait confiance, de ne pas avoir paniqué et de m'avoir écoutée et conseillée. Votre soutien reste très précieux, non seulement lors des tumultes occasionnels portauprinciens, mais tout au long de cette affectation.

Je vous rappelle que vous pouvez aussi participer en faisant un don à :

Eirene Suisse, 1200 Genève
CCP : 23-5046-2
IBAN : CH93 0900 0000 2300 5046 2
Mention : Elise/CRESFED

Et sinon quoi ?

« Pays lock » a marqué ces trois derniers mois, mais les projets auxquels je participe ont aussi bien progressé.

La première phase du projet **« jeunes et citoyenneté »** a commencé à Aquin, dans le département du Sud après une sélection de 30 jeunes entre 18 et 28 ans qui possèdent une belle énergie pour lancer leurs actions de mobilisation citoyenne.

Sélection des jeunes, Elise Golay, Anito Etienne, Jackua Durand, Aquin, mars 2019

Présentation du matériel, Tania Pierre-Charles, Francis Dubé, Aquin, mars 2019

C'est en créole que je me suis lancée dans l'animation de trois ateliers pour la création de plans d'action de plaidoyer dans le cadre du projet de **concertation entre les organisations de la société civile et les autorités locales**. Un créole bien francisé je l'admets, *men moun yo te ri anpil* [mais les gens ont beaucoup ri].

Trois thèmes ont été abordés : la régulation du déboisement, un accès à une médecine éthique et une meilleure gestion des captages d'eau dans l'arrondissement d'Aquin.

Atelier de plaidoyer, Aquin, mars 2019 © Amos Jean-Michel

C'est dans une ambiance conviviale et d'échanges que les participants ont développé des objectifs et des messages de plaidoyer. Parmi les actions pour les communiquer, mégaphone, affiches, réseaux sociaux, radio, mais aussi courrier de masse et lobby ont été des plus populaires. C'est avec enthousiasme que j'attends de voir la mise en œuvre de leurs actions.

« Dwa lasante, se dwa pou tout moun jwenn bon sèvis nan yon sistèm sante de kalite »

[Le droit à la santé, c'est le droit pour tout le monde d'obtenir de bons services dans un système de santé de qualité]

« Mezanmi, dlo se lavi, ann rasanble pou n kenbe sous dlo yo pwòp »

[Mes amis, l'eau c'est la vie, rassemblons-nous pour des sources d'eau propres]

« Koupe pye bwa san kontwol se yon gwò danje. An n met tèt ansanm pou nou konbat li »

[Couper des arbres sans autorisation est un grand danger. Nous nous mettons ensemble pour le combattre]